

maginer demain, inventer notre futur, participer à la construction partagée du territoire pour écrire ensemble le grand récit métropolitain.



Imaginer demain, inventer notre futur, participer à la construction partagée du territoire pour écrire ensemble le grand récit métropolitain.





Imaginer o participer du territoi le grand re

ÉDITORIAL

Le Conseil de développement de Grenoble-Alpes Métropole a rempli son contrat en organisant et en animant, de novembre 2012 à novembre 2013, quatre Rencontres Métropolitaines, réunissant près de 200 acteurs du territoire de la région grenobloise élargie à ses massifs. Cette mobilisation a été possible grâce au soutien du Réseau des Conseils de développement¹ et à l'appui technique de l'Agence d'urbanisme de cette même région.

Ces acteurs, élus, membres de la société civile organisée, experts, habitants, ont su s'écouter, se parler, se questionner, dire leurs peurs, face au phénomène de métropolisation qui se développe à l'échelle nationale, mais qu'il nous appartient d'adapter, de maîtriser, pour le rendre acceptable et bénéfique à l'ensemble des habitants résidant dans nos plaines, nos vallées ou nos montagnes.

Il s'agissait, pendant ces Rencontres, d'appréhender un espace vécu, sous différents angles et de faire émerger les atouts, les faiblesses, les transformations en cours, à l'échelle de chaque territoire comme à l'échelle de la région grenobloise.

Pour mieux dialoguer, nous avons proposé et restitué, à l'occasion de chaque rencontre thématique, matériaux, exposés, témoignages et controverses. Au terme de ce cycle, il nous semble important de préciser quelles sont les pièces essentielles à retenir pour poursuivre la construction du puzzle, quels sont les termes à partager pour écrire ensemble un vrai récit métropolitain.

C'est là l'objectif de cette 5ème Rencontre Métropolitaine, temps de restitution de nos travaux sous trois formes :

- une mise initiale comportant un rappel du dispositif de la Fabrique Métropolitaine porté par Grenoble-Alpes Métropole (la Métro) et dans lequel s'inscrit notre démarche, la synthèse de la 4ème Rencontre réalisée par Gilles Peissel ainsi que le rapport d'étonnement d'Henry Torque.
- L'Abécédaire des Rencontres Métropolitaines, publication nourrie de tous nos échanges et proposant informations, propositions et questionnements. Rédigé par Gilles Peissel et enrichi de nombreuses illustrations grâce au soutien de l'Agence d'urbanisme et du service Communication de la Métro, il se veut un document ouvert d'autant plus facile à compléter qu'il sera mis en ligne.
- Le Manifeste du Réseau des Conseils de développement de la région grenobloise, message de la société civile organisée aux élu-e-s sur les enjeux et les attentes qui doivent trouver réponse sur ce grand territoire.

Ces travaux s'adressent à celles et ceux qui ont suivi une ou plusieurs de ces rencontres, mais aussi aux nouveaux acteurs qui seront demain en responsabilité sur cet espace métropolitain et plus généralement à tous les habitants concernés par ces recompositions territoriales, à tous les métropolitains spontanés.

Cette dernière Rencontre ne marque qu'une étape dans un long processus qu'il conviendra de poursuivre en d'aussi bons termes.

Catherine Pouyet Présidente du Conseil de développement de Grenoble-Alpes Métropole

I Réseau réunissant les conseils de développement de Grenoble-Alpes Métropole, du Grésivaudan, du Pays Voironnais, d'Alpes Sud Isère, du Sud Grésivaudan et de Bièvre-Valloire

2 « La Métropole alpine désirable : Quelle(s) qualité(s) attendre de nos espaces publics partagés ? »

1. LA FABRIQUE MÉTROPOLITAINE

Lancée en 2012, la Fabrique métropolitaine est un dispositif de prospective ouverte fondé sur les réflexions, les débats, les échanges et les enrichissements mutuels autour de la métropole comme territoire pensé ensemble et partagé ensemble.

A la fois laboratoire d'idées, démarche de participation, vecteur de projets ..., la Fabrique s'est donnée l'ambition de mettre en mouvement les acteurs du territoire, qu'ils soient élus, habitants, acteurs socio-économiques, représentants de la société civile organisée..., pour identifier aujourd'hui les grands enjeux de demain.

Elle s'organise autour de temps d'échanges et rassemble notamment plusieurs acteurs :

- les chercheurs et experts, au sein d'une plate-forme d'idées, le Métrolab
- les associations et les habitants, au travers des Ateliers MétroCitoyens.
- la société civile organisée, par un cycle de 4 rencontres, les Rencontres Métropolitaines.

Depuis près de 2 ans, la Métro et de nombreux partenaires ont œuvré ensemble aux croisements des regards de ces différents acteurs. Ce sont au total plus de 20 rencontres qui se sont tenues, mettant en débat des thématiques variées, de la nature en ville à celle du bonheur, en passant par la place des seniors ou la transition énergétique..., éclairées par des intervenants d'ici et d'ailleurs, enrichissant au passage d'autres démarches ou réflexions et aboutissant à de nombreuses idées et contributions.

Les Rencontres Métropolitaines ont permis à près de 200 participants, entre novembre 2012 et novembre 2013, de se croiser, de débattre et de partager des constats sur le territoire vécu. Ils ont « apporté leur brique à la Fabrique ».

Avec tous les autres acteurs associés à la Fabrique métropolitaine, les Conseils de développement de la région grenobloise ont permis d'ouvrir le champ des possibles et de semer des projets communs.

Radia Daoud

Chef de projet Fabrique Métropolitaine Direction de la Prospective et de la Stratégie Territoriale Communauté d'agglomération Grenoble-Alpes Métropole - La Métro

2. SYNTHÈSE DE LA RENCONTRE N°4 « LA MÉTROPOLE AL PINE DÉSIRARIE »

Synthèse proposée par Gilles Peissel, journaliste, spécialiste de l'urbanisme et consultant en communication pour les problématiques urbaines et territoriales.

PRÉAMBILLE : CONCILIER LES INCONCILIABLES

Qu'est-ce qu'un espace public ? Visiblement, un lieu qui cherche à concilier les inconciliables... Les cinq balades organisées préalablement à la 4e Rencontre métropolitaine, ainsi que les débats qu'elles ont nourris, mettent en évidence des tensions qui se manifestent à plusieurs niveaux. On observe, ici peut-être plus qu'ailleurs, une distorsion, un écart ou des tiraillements entre, d'un côté, l'espace espéré ou conçu et, de l'autre, l'espace tel qu'il est vécu au quotidien.

L'espace public n'est-il qu'un lieu de compromis et de consensus ? Un lieu ou les conflits d'usage viennent tempérer leur capacité à promouvoir le vivre-ensemble ? Un espace dont les aménagements sont voués à être dépassés par les usages imprévisibles qui adviendront ultérieurement ? Un lieu de confrontation des perceptions individuelles autour des notions de sécurité, de nature, de vivre-ensemble ? Etc.

À défaut d'apporter des réponses à chacune de ces questions, peut-être est-il possible d'en affiner les termes mêmes, de poser des jalons qui permettront de mieux les énoncer et de progresser ainsi vers une conscience plus affirmée du rôle que les espaces publics peuvent jouer dans le processus métropolitain.

L'ESPACE PUBLIC EN TENSION...

... ENTRE LE CHANT DES OISEAUX ET LE BRUIT DES VOITURES

L'espace public que l'on fréquente n'est jamais tout à fait celui dont on rêve. Le premier s'inspire légitimement du second, en ayant par exemple recours à toutes sortes de références au « naturel » : l'eau, la végétation, la biodiversité, le silence, le calme, etc. L'émergence de la « ville nature » comme figure de la métropole conduit même, pour désigner l'interpénétration de l'urbain et du rural, à parler de « campagne urbaine » et de « bergers urbains », et à considérer désormais ces morceaux de nature comme des éléments à part entière de centralité et de monumentalité.

Pourtant, de part leur localisation au cœur de l'urbain, ces espaces publics sont exposés à diverses nuisances: bruit, pollution atmosphérique, pollution des sols lorsqu'il s'agit d'anciens sites industriels reconvertis, etc. Il suffit parfois de peu de chose pour qu'un site fasse l'objet de critiques plus ou moins fortes sur sa qualité même d'espace public: la proximité d'une voirie automobile trop fréquentée, l'absence d'aménagement pour les cyclistes, la discontinuité des cheminements piétons, une présence trop marquée des voitures en stationnement, des tags comme signes d'une présence clandestine, une insuffisance de l'éclairage nocturne, etc.

... ENTRE L'IMPRÉVISIBLE ET LA NORME

Parce qu'il est de la responsabilité des collectivités, l'espace public n'échappe pas à la norme. Sécurité, usages, matériaux utilisés, mode d'entretien, etc., tout est codifié, avec des conséquences parfois difficiles à éviter: banalisation des espaces, écart entre l'affichage revendiqué de « naturel » et l'aspect très policé des aménagements, contradiction entre les approches normatives, par exemple lorsque la logique patrimoniale se heurte à la sécurisation des lieux, etc.

Toutefois, cette normalisation n'empêche pas certaines pratiques, autres que celles escomptées, de s'instaurer. La difficulté d'anticiper sur les usages futurs d'un espace à priori ouvert à tout le monde peut parfois conduire à des détournements qu'aucune norme ne peut prévoir ni canaliser, sachant par ailleurs que le non-respect de la norme, notamment en matière de sécurité, engage la responsabilité des élus.

... ENTRE LA MÉMOIRE ET L'USAGE

La patrimonialisation d'un site ne fait pas automatiquement bon ménage avec les usages contemporains que l'on souhaite promouvoir. Le souci de conserver l'âme d'un lieu, en vertu d'une occupation ou d'un événement passés que l'on estime dignes d'intérêt, peut ainsi être difficilement conciliable avec son réaménagement. En matière de conservation de friches industrielles ou de traces héritées du passé, l'idéal serait de pouvoir réunir sur un même site, au moins symboliquement, le passé, le présent et le futur. Pas facile...

... ENTRE LA RENCONTRE ET L'ENTRE-SOI

L'espace public est par essence un lieu de rencontres, d'échanges intergénérationnels, de mixité sociale, etc. Cette fonction d'ouverture aux autres peut être stimulée par l'organisation d'événements festifs ou de manifestations culturelles, dont la liberté d'accès facilite le brassage social.

Cette vision se heurte parfois à d'autres réalités. Certains espaces aménagés spécifiquement pour accueillir telle ou telle activité sont exclusifs d'autres pratiques. Une sélection s'opère alors naturellement parmi les publics qui le fréquentent. Parfois, ce sont les riverains qui s'opposent à l'implantation de bancs, pour éviter que d'autres personnes ne prennent possession des lieux. Enfin, des comportements agressifs ou irrespectueux peuvent faire fuir certains publics, et mettre à mal la vocation originelle d'un espace prévu pour la rencontre, la détente ou le jeu.

RÉFLEXIONS POUR UN SUPPLÉMENT D'ÂME

Faire que les espaces publics soient un enjeu pour la construction métropolitaine ne relève pas de l'évidence, ni pour les élus, ni pour les concepteurs, ni pour les usagers. Cela tient sans doute au caractère apparemment secondaire de leur fonction si on la compare aux fonctions majeures que l'on mentionne traditionnellement en premier pour caractériser le phénomène métropolitain : la puissance économique, la place de l'université et de la recherche, le réseau de transport, etc.

De la qualité d'un espace public dépend pourtant le bien-être des habitants et des visiteurs, qui y trouvent des lieux de détente et d'activités désintéressées, gratuites, non productives, libres de toute contrainte autres que les règles élémentaires de cordialité et de savoir-vivre. Ces espaces semblent mis à la disposition de la population comme un supplément d'âme, en quelque sorte, alors qu'ils sont le lieu par excellence du brassage, où la notion de vivre-ensemble est vécue avec le plus d'intensité.

Qu'il soit structurant à l'échelle de l'agglomération ou de la région urbaine, ou qu'il soit dédié à un usage de proximité et réservé aux habitants d'un îlot ou d'un quartier, tous les espaces publics partagent cette dimension d'« accueil », dans tous les sens du terme. Un espace public qui ne serait pas accueillant semble d'ailleurs aussi incongru qu'une métropole qui ne serait pas attractive. Il manque peut-être encore la conscience que cette attractivité repose aussi sur la qualité et la diversité de ces espaces, qui offrent à qui le souhaite, près de chez lui ou à l'autre bout du territoire, la possibilité de faire ce qu'il ne fait ni chez lui, ni sur son lieu d'études ou de travail, y compris celle de ne rien faire... mais de le faire avec délectation!

PLUSIEURS PISTES ONT ÉTÉ PROPOSÉES POUR RENFORCER CETTE PRISE DE CONSCIENCE :

- Formaliser une offre touristique et de découverte des sites et des espaces publics emblématiques du territoire métropolitain pour les habitants et les élus. Les personnes qui ont suivi les balades témoignent de leur surprise et de la modification de leur regard sur les différents lieux visités. Elles montrent aussi qu'elles possèdent une capacité d'analyse des aménagements réalisés et des conditions de fréquentation qui n'est pas sans intérêt, sachant que la perception individuelle de l'un n'est forcément celle de l'autre...
- Élargir les modes de conception et de gestion des espaces publics à d'autres acteurs (usagers) que la seule puissance publique. Des espaces d'initiative populaire peuvent ainsi être envisagés.
- Reconnaître les espaces « naturels » (nature, espaces agricoles, parcs, etc.) comme des lieux structurants, de centralité ou de monumentalité à l'échelle de la métropole, et plus comme des vides ou des réservoirs à mètres carrés constructibles.
- Prendre en compte le caractère sensible des lieux dans leur globalité (bruits, odeurs, etc.), sans se focaliser uniquement sur la dimension visuelle et paysagère.
- Avoir conscience que la recherche de polyvalence d'un espace peut entraîner des conflits d'usage qu'il faudra alors assumer et savoir gérer. La question du « pour quoi faire » doit précéder celle du « comment ».
- Laisser advenir l'imprévu, avec des lieux où tout n'a pas été planifié dans les moindres détails, pour les laisser au contraire accueillir la créativité. Peut-être faut-il accepter de livrer des espaces « imparfaits » et de les laisser évoluer au gré des usages...

3. RAPPORT D'ÉTONNEMENT SUR LA RENCONTRE N°4

Proposé par Henry Torgue, compositeur et chercheur CNRS au CRESSON (Centre de recherche sur l'espace sonore et l'environnement urbain, une équipe de recherche de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Grenoble).

Deux types de discours se sont fait entendre au cours de cette matinée : d'une part, des chroniques issues de la réalité vécue et, d'autre part, un ensemble de concepts et de notions convoqués pour expliciter ces diverses expériences. Et on constate que le processus d'ajustement entre ces deux niveaux de parole n'est pas très facile : on a du mal à s'accorder sur des repères, des mots-clés, des notions référentes qui permettraient de parler d'une même voix des situations présentées.

Pour essayer de clarifier cet ajustement, voici quelques « mises en tension » entre des polarités opposées ou complémentaires qui ont traversé nos échanges de la matinée. Ces zones de clivage relèvent plus largement des grandes interrogations du monde contemporain ; leur incarnation dans notre territoire, si elle les rend plus familières, n'en facilite pas pour autant la résolution.

LE RENVERSEMENT ENTRE LA FIGURE ET LE FOND

La première mise en tension concerne la figure et le fond dont les rapports dans l'espace se sont inversés. Le territoire que l'on lisait comme un continuum vert (naturel et rural) clairsemé d'espaces construits (des figures urbaines diverses) se lit maintenant à l'envers : l'urbain est devenu le fond, la référence dominante, la constante symbolique, à travers nombre de pratiques sociales, dans la vie économique comme dans les politiques d'aménagement, et il est entrecoupé d'espaces intermédiaires, forêts, cultures, campagnes, espaces naturels. Un renversement de perspective a eu lieu. La vie agricole a évolué vers l'urbanité ou disparaît ; les grands territoires vierges sont devenus des parcs reliés aux pratiques des citadins.

Le modèle d'espace qui a prévalu jusque dans les années 1960 environ est aujourd'hui dépassé en termes d'explication du découpage territorial. Nous sommes passés du modèle décrivant le territoire comme un continuum végétal ou campagnard interrompu de temps en temps par l'émergence de villes ou de villages, à un modèle inversé : un continuum urbain englobant des figures de nature ou de ruralité.

Yves Chalas nous l'a rappelé : quand on dit « l'urbain se généralise », c'est à dire devient la mesure et la marque du monde d'aujourd'hui du point de vue spatial, cela ne veut pas dire que la ville traditionnelle s'universalise comme modèle ; mais que ce sont les préoccupations de l'urbain dans ses multiples formes contemporaines qui s'imposent comme dominantes de l'organisation spatiale, notamment au sens symbolique.

MODÈLE GÉNÉRAL ET EXEMPLES PARTICULIERS

Une seconde opposition est apparue entre un modèle général d'explication et, de l'autre côté, le pluriel des particularités que chacun rencontre sur le terrain. Dès qu'un principe général est avancé, nous viennent immédiatement à l'esprit une ou plusieurs anecdotes qui illustrent l'inverse de cette thèse! Et il est vrai que si l'on se focalise sur une singularité locale, on peut toujours contester le modèle général.

En intégrant quelques exceptions ou contradictions secondaires, un vision distanciée et plus globale peut cependant être précieuse pour comprendre où soufflent les vents qui balayent bien au-delà de notre territoire

Quand elle se manifeste, cette opposition sous-entend souvent que le modèle général appartient encore au discours de la centralité, du pouvoir central, bref, vient encore de la ville-centre, à laquelle échappent les nuances du local. Cette crainte, souvent légitime, ne doit pas empêcher la lucidité de l'analyse: nous devons sortir de la seule logique centrifuge pour multiplier les points de vue – et je vous accorde qu'il y a un gros effort à faire du point de vue de la centralité pour qu'elle n'impose ni son regard toujours en surplomb, ni son savoir qui cherche souvent à minimiser, voire à évacuer le local et le partiel.

La nécessaire approche de la complexité passe par la multiplication des points de vue et l'articulation relative des phénomènes à leurs diverses échelles.

LA DISPERSION DES PAROLES ET LE JUSTE LIEU DU DÉRAT

Troisième mise en tension, entre le danger d'un éclatement des prises de paroles qui s'évaporeraient aussitôt exprimées, et l'instauration d'un lieu de débat et de décision.

L'espace métropolitain me semble être à une échelle qui permet précisément la collecte des points de vue. La métropole n'est pas seulement une entité administrative, elle est à la fois un projet en évolution et un lieu pour l'organisation du dialogue. Elle offre la bonne échelle pour la construction commune d'une problématique territoriale. C'est une chance à saisir et la contradiction ne doit pas faire peur, elle fait partie de la réalité, des négociations, de la vie. Tant mieux si se développe un espace démocratique permettant précisément la confrontation des différences et pourquoi pas aussi, l'ajustement de réponses, de propositions croisées ou de passerelles. Dans le cas contraire, c'est la loi du plus fort qui s'impose.

LE CIVIL ET LE POLITIQUE

Une quatrième ligne de tension apparue ce matin se situe entre ce qu'on pourrait appeler les forces sociales, qui engendrent des actions parfois informelles, parfois éphémères, parfois minuscules ou circonstanciées, et d'autre part l'intentionnalité politique, la décision d'aménagement, le long terme. D'un côté le champ civil, plus ou moins constitué, plutôt affectif dans ses réactions, difficile à stabiliser dans la durée, et de l'autre côté, le champ de la décision politique, assis sur la légitimité de la représentation mais aussi sur une certaine lourdeur administrative.

Beaucoup d'activités ou manifestations civiles dont on a parlé ce matin et qui contribuent à la mixité entre les gens, les cultures, les générations, les milieux, les niveaux socio-économiques, les types de consommation..., agissent aussi sur les espaces publics, parfois même en les modelant autant que l'aménageur institutionnel.

C'est un vieux problème pour la démocratie que de ménager une fructueuse cohabitation entre société civile et appareils politiques ; il s'exprime de nouveau ici et appelle à l'innovation permanente.

LES ESPACES PUBLICS : ENTRE USAGE IMMÉDIAT ET INSCRIPTION DANS LE TEMPS

Le cinquième clivage concerne la gestion temporelle des espaces publics. Bien au-delà de son aménagement initial, les usages d'un lieu s'étagent sur plusieurs générations. Un espace public ne se mesure pas à l'aune d'une vie humaine! La plupart des places publiques que nous fréquentons aujourd'hui ont été conçues il y a quelques siècles. Leurs gestions successives les ont faites évoluer et il ne faut donc jamais oublier les séquences temporelles qui sont parties prenantes des processus d'aménagement.

Qu'est-ce que notre présent retient du passé en tant que patrimoine ? Quelles réalisations d'aujourd'hui seront considérées comme patrimoniales pour les générations futures ? Laissons le futur trancher puisque le passé est une invention sans cesse renouvelée du présent!

Mais néanmoins, qui est légitime pour prendre la décision de patrimonialiser tel ou tel lieu, telle ou telle activité éteinte ? Aujourd'hui, à chaque barreau de l'échelle territoriale, le pouvoir est revendiquer de « décréter du passé ».

Comme le disait un intervenant, pourquoi faire un musée de telle usine plutôt que de telle autre ? Faut-il vraiment que chaque commune investisse dans une trace domiciliée de l'histoire ? N'y a-t-il pas là une recherche excessive de la légitimation historique ? De l'ancrage identitaire par les « ruines » ? Une nostalgie des énergies du passé...

LE GRAND TERRITOIRE ET SES UNITÉS MUITIPLES

La réflexion sur le temps n'oublie pas les échelles spatiales et la sixième mise en tension s'établit entre, d'une part, la conscience d'un grand territoire, en gros celui de la Région grenobloise élargie aux massifs, et, d'autre part, des logiques d'appartenance à l'échelon local. Cette tension provoque un zoom permanent et un effet de flou, rendant la focale instable entre l'échelle globale et l'échelle locale des problèmes spécifiques soulevés.

Pourtant, à mon sens, forcer un consensus médian ne serait pas productif, tant que les points de vue issus d'échelles différentes s'expriment dans le respect. Ils témoignent bien en fait de la situation actuelle. Une parole commune n'est pas un préalable pour se retrouver, pour dialoguer, pour progresser ensemble, à partir du moment où le lieu de l'échange est juste, au plan démocratique et au plan problématique des enjeux débattus.

L'étape de synthèse, si tant est qu'elle soit un objectif, ne peut venir de force et ne me semble ni s'annoncer immédiatement, ni même être souhaitable dans la précipitation, tant les approches s'enrichissent aujourd'hui de leurs échanges.

VILLE, NATURE, CULTURE...

Nous sommes entrés aujourd'hui dans le débat par la tension ville-nature, relation fortement enracinée et vivante dans la région grenobloise. La nature a surtout été présentée ce matin à travers le végétal ; il faut rappeler les autres modalités naturelles dont les espaces publics sont également l'enjeu : la qualité de l'air, l'aéraulique, le thermique, le climatique, bref, poser la métropole comme espace vital et milieu écologique. Ensuite, ne pas oublier les autres dimensions comme l'art et la culture, la sécurité, capitale pour la liberté d'accès et le développement des pratiques, ou encore les modes de consommation qui posent la question de la gratuité des espaces publics...

IL ÉTAIT UNE FOIS, UN BANC...

La question des espaces publics est une entrée fondamentale pour approcher le vécu du territoire partagé. Dans leurs diversités, ils offrent des réponses modulées adaptées aux différentes échelles en présence. Pourquoi ne seraient-ils pas porteurs de l'identité/identification du territoire commun par un signe, une trace symbolique, une signature, une référence, un marqueur ?

Plusieurs fois, ce matin, l'idée d'installer des bancs a été évoquée pour remplir ce rôle. Le banc, qui est un objet symboliquement intéressant et qui a toute une histoire dans les lieux publics, ne garantit pas intrinsèquement de porter un processus identitaire. Il peut n'être qu'un meuble paysager de plus, plus ou mois encombrant, plus ou moins parasite, même avec la griffe de la Métro, à l'instar des abribus du département qui se cantonnent à leur rôle fonctionnel. Pour que le marquage symbolique soit effectif et durable, il faut que l'implantation s'inscrive dans une vraie démarche esthétique, un authentique travail de création, qui utilise le banc comme support technique et matériel d'un récit assurant le lien géosymbolique. Ce n'est pas l'objet qui crée la dynamique territoriale mais le fil d'un récit matérialisé par des bancs disséminés et reliés, tels les épisodes d'un feuilleton parcourant le territoire.

Alors, « désirable » la métropole ? Si déjà les espaces publics prenaient en compte les facteurs sensibles et portaient aux rêves, ils deviendraient encore plus agréables à vivre et entreraient davantage en résonance les uns avec les autres

emain, inventer notre futur, à la construction partagée re pour écrire ensemble écit métropolitain.



Imaginer demain, inventer notre futur, participer à la construction partagée du territoire pour écrire ensemble le grand récit métropolitain.



Imaginer demain, int participer à la const du territoire pour éc le grand récit métro

